

seul dans l'Atlantique Nord à poser des nasses ou des filets. Nous avons peut-être été injustes envers un ministre qui ne connaît pas la joie de revenir à la maison après une journée solitaire passée en mer, de se rendre au bureau de poste pour prendre le courrier et causer avec ses amis. Assurément, si le ministre connaissait la vie qu'on mène dans les régions rurales de Terre-Neuve, nous n'aurions pas à souffrir des effets de cette politique actuellement. Nous reconnaissons qu'il n'incombe pas au ministre de préserver les contacts sociaux dans les localités rurales. Nous lui demandons, cependant, de ne pas oublier que les Postes sont un organisme de l'État et non une entreprise commerciale.

Le but des Postes est de fournir un service uniforme à tous les Canadiens et non d'accuser un profit. Si nous estimions que le service postal devrait être rentable, nous aurions assez de sens commun pour ne pas confier son administration au gouvernement, mais de laisser à l'entreprise privée de soin de l'exploiter. Mais telle est n'est pas sa raison d'être. Il doit fournir à la population un service que dans notre société, à Westmount ou à West Saint-Modeste, nous jugeons indispensable. La seule différence, car souvent c'est à peu près le seul contact que nous ayons avec l'extérieur, c'est que nous y attachons beaucoup d'importance. Il est bien dommage que nous et les gens qui, d'un bout à l'autre du Canada habitent d'innombrables petites localités souvent reculées, ayons comme ministre des Postes un homme d'affaires de Westmount aux yeux perçants, obsédé de bénéfices, qui ne peut rien voir au-delà de ses ordinateurs et des bandes de ses télé-imprimeurs.

**Des voix:** Bravo!

**M. Peddle:** Peut-être notre unique chance repose-t-elle dans l'espoir que le ministre, dans un retour sur lui-même, découvre qu'il n'a ni la compréhension ni, en fait, la compassion voulue pour voir la très grande importance qu'un grand nombre de Canadiens attachent à cette institution avec laquelle il se livre à des expériences si frivoles. De même que mon collègue, le député de Hillsborough, je demande donc au ministre, je l'implore, de rendre aux Canadiens des régions rurales le service de présenter sa démission, car les Postes sont une institution humaine qui exige une politique humaine. La rancœur ne doit pas nécessairement accompagner sa démission. Il peut s'entendre avec le premier ministre (M. Trudeau). Il n'a qu'à avouer qu'il n'est pas apte à la tâche et, le premier ministre, n'a qu'à reconnaître une nomination malheureuse. Ça ferait le bonheur de millions de Canadiens.

[M. Peddle.]

**Des voix:** Bravo!

**M. Peddle:** De fait, l'application de la politique du ministre a parfois été nettement brutale dans ses répercussions non seulement sur ceux qui, au fil des ans, doivent compter sur leurs bureaux de poste locaux, mais aussi sur ceux qui ont fidèlement servi le ministère. Récemment, j'ai reçu une lettre d'une dame qui, avec diligence et bonne foi, a rempli les fonctions de maîtresse de poste dans le bureau de son village pendant un certain nombre d'années. Elle est aujourd'hui sans travail et ne peut toucher de prestations d'assurance-chômage. Le bureau qu'elle gérait a été fermé et, à cause de règles et de règlements, elle ne peut obtenir d'assurance-chômage.

• (3.20 p.m.)

Le ministère des Postes a dû fermer le bureau de Goose Cove parce qu'il n'avait plus les moyens de payer le traitement exorbitant de \$27 par semaine à la maîtresse de poste de l'endroit. Apparemment, elle ne vendait pas assez de timbres pour permettre au ministère de lui verser \$27 par semaine. Elle ne pouvait pas justifier son existence. Si seulement le premier ministre avait consenti à laisser aller un seul des quelques 75 employés de son cabinet, le ministre des Postes (M. Kierans) aurait probablement pu s'abstenir de fermer une douzaine de bureaux de poste comme celui de Goose Cove.

Le gouvernement actuel est celui de la société juste. Même si le premier ministre prétend aujourd'hui ne pas croire aux slogans—il n'en lance plus—celui-là reste. Le gouvernement de la société juste. C'est absolument ridicule. L'autre jour, j'ai reçu une lettre d'un fonctionnaire des Postes qui depuis dix ans, livre le courrier à la population de la région de St. Anthony, dans ma circonscription. Ces derniers temps, le travail n'était pas trop dur. Les choses sont devenues un peu plus faciles. Toutefois, avant la construction des routes régionales, il devait transporter le courrier le long d'une côte escarpée, au moyen de sa barque ou d'un attelage de chiens, et parfois même sur son dos, car le courrier devait arriver à destination. Le 1<sup>er</sup> mai dernier, il a reçu une lettre du Directeur du district postal de Terre-Neuve, lui annonçant que le ministère avait décidé de fermer le 6 mai le bureau de poste de Cape Onion, son point de départ, et qu'on inaugurerait le 7 mai une nouvelle route rurale. Je veux donner lecture de la conclusion de la lettre:

Nous aimerions en profiter pour vous remercier de vos bons et loyaux services passés et vous exprimer nos meilleurs vœux de succès.